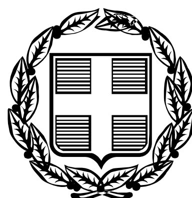


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ — Αρ. Φύλλου 171

21 Αυγούστου 2008

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Αριθμ. Φ.0544/Μ.6138/ΑΣ.448

Έγκριση της δι' ανταλλαγής ρηματικών διακοινώσεων Συμφωνίας μεταξύ Ελλάδος - Αλγερίας για την αμοιβαία κατάργηση του καθεστώτος θεωρήσεων Διπλωματικών και Υπηρεσιακών Διαβατηρίων.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ - ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 90 της Κωδικοποίησης της νομοθεσίας για την Κυβέρνηση και τα Κυβερνητικά όργανα (π.δ. 63 - ΦΕΚ 98/Α΄/22.4.2005).

2. Τις διατάξεις του άρθρου 188 παρ. 10 του ν. 4952/1931 όπως αντικαταστάθηκε από το π.δ. 119/1987 (ΦΕΚ 67/Α΄) και του άρθρου 1 του π.δ. 231/12.24.6.1987 (ΦΕΚ, 101/Α΄) σύμφωνα με τις οποίες επιτρέπεται η κατάργηση με αμοιβαιότητα της θεώρησης αλλοδαπών διαβατηρίων.

3. Το γεγονός ότι εκ της εφαρμογής των διατάξεων των υπό έγκριση ρηματικών διακοινώσεων ουδεμία δαπάνη προκαλείται σε βάρος του κρατικού προϋπολογισμού.

4. Το περιεχόμενο των υπό έγκριση ρηματικών διακοινώσεων, αποφασίζουμε:

Εγκρίνουμε ως έχει και στο σύνολο της τη Συμφωνία που συνήφθη με ανταλλαγή των υπ' αριθμ. 3421/7/AS239/13.3.2008 και No 55/CAB/AAA/08/10.4.2008 ρηματικών διακοινώσεων του Υπουργείου Εξωτερικών της Ελλάδος και της Πρεσβείας της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας στην Αθήνα αντίστοιχα, καθώς και τις αναπόσπαστες στην εν λόγω Συμφωνία υπ' αριθμ. 3421/10/ΑΣ611/08/20.5.2008 και 067/CAB/AAA/8/20.5.2008 ανταλλαγείσες ρηματικές διακοινώσεις του Υπουργείου Εξωτερικών της Ελλάδος και της Πρεσβείας της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας στην Αθήνα αντίστοιχα, των οποίων το κείμενο σε πρωτότυπο στην γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:



REPUBLIQUE HELLENIQUE
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction A6
Pays Arabes et Moyen-Orient
3421/7/AS 239

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Hellénique présente ses compliments à l'Ambassade de la République Algérienne Démocratique et Populaire à Athènes et, en se référant à ses Notes Verbales a) No 3421/AS216/21.02.2008 et No 3421/22/AS223/22.02.2008 ainsi qu' à la Note Verbale de l'Ambassade No 029/CAB/AAA/08/19.02.2008, relatives aux modifications à la proposition de dispense de visas pour les titulaires de passeport diplomatique et de service, a l' honneur de lui communiquer la proposition intégrale de la Partie Hellénique comme suit:

1. « Les ressortissants de la République Algérienne Démocratique et Populaire, détenteurs de passeport diplomatique et de service en cours de validité sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer, transiter, séjourner et sortir librement du territoire de la République Hellénique, pour un séjour ininterrompu ou plusieurs séjours dont la durée totale ne dépasse pas quatre vingt dix (90) jours au cours d'une période de cent quatre-vingts (180) jours, à compter de la date de la première entrée au territoire d'une des Parties Contractantes à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990 (conformément au Protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union Européenne).

2. Les ressortissants de la République Hellénique, détenteurs de passeport diplomatique et de service en cours de validité, sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer, transiter, séjourner et sortir librement du territoire de la République Algérienne Démocratique et Populaire, pour un séjour ininterrompu ou plusieurs séjours dont la durée totale ne dépasse pas quatre vingt dix (90) jours au cours d'une période de cent quatre-vingts (180) jours, à compter de la date de la première entrée au territoire de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

3. Les ressortissants des deux Parties, détenteurs de passeport diplomatique et de service, accrédités auprès de leur Mission Diplomatique, peuvent entrer et sortir du territoire de l'autre Partie et y séjourner pendant toute la durée de leur mission.

4. Les Personnes bénéficiaires du présent Accord sont tenues au respect des lois et règlements en vigueur dans l'État d'accueil concernant l'entrée, le séjour et la sortie des étrangers.

5. Toute modification relative au contenu de cet Accord devra être communiquée à l'autre Partie par la voie diplomatique.

6. Chaque Partie pourra imposer des limitations ou suspendre temporairement la mise en vigueur du présent Accord ou certaines de ses clauses pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique. L'adoption de ces mesures ainsi que leur suspension devront être communiquées immédiatement à l'autre Partie par écrit et par la voie diplomatique.

7. Chacune des Parties se réserve le droit de ne pas autoriser l'entrée sur le territoire de son pays aux ressortissants de l'autre Partie qu'elle considère indésirables.

8. Toute modification dans les documents de voyage devra être communiquée à l'autre Partie et les spécimens des nouveaux documents devront lui être envoyés par la voie diplomatique soixante (60) jours avant leur utilisation, accompagnés de la description détaillée de leur usage et de leur finalité.

9. Chaque Partie pourra dénoncer le présent Accord par préavis écrit de quatre vingt dix (90) jours à l'autre Partie, par la voie diplomatique.

10. Le présent Accord restera en vigueur pour une période illimitée. Il entrera en vigueur trente (30) jours à compter de la date de la dernière notification par laquelle une Partie informe l'autre de l'accomplissement de ses procédures internes».

Dans la mesure où la proposition susmentionnée rencontre l'agrément de la Partie Algérienne, la Partie Hellénique exprime son accord à la proposition de dispense de visas pour les titulaires de passeport diplomatique et de service de la République Hellénique et de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Hellénique saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de la République Algérienne Démocratique et Populaire à Athènes l'assurance de sa très haute considération.



Athènes, le 13 mars 2008

Ambassade de la
République Algérienne Démocratique et Populaire
EN VILLE



L' AMBASSADE
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
A T H E N E S



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية
اثينـا

N° 055/CAB/AAA/08

L'Ambassade d'Algérie à Athènes présente ses compliments au Ministère hellénique des Affaires Etrangères, et a l'honneur de se référer à sa Note N°3421/7/AS239 du 13 mars 2008 portant Accord sur la dispense de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service tels que contenu dans ladite Note :

1- *« Les ressortissants de la République Algérienne Démocratique et Populaire, détenteurs de passeport diplomatique et de service en cours de validité sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer, transiter, séjourner et sortir librement du territoire de la République Hellénique, pour un séjour ininterrompu ou plusieurs séjours dont la durée totale ne dépasse pas quatre vingt dix (90) jours au cours d'une période de cent quatre-vingts (180) jours, à compter de la date de la première entrée en territoire d'une des Parties Contractantes à la Convention d'application de l'Accord Schengen du 19 juin 1990 (conformément au Protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union Européenne).*

2- *Les ressortissants de la République Hellénique, détenteurs de passeport diplomatique et de service en cours de validité, sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer, transiter, séjourner et sortir librement du territoire de la République Algérienne Démocratique et Populaire, pour un séjour ininterrompu ou plusieurs séjours dont la durée totale ne dépasse pas quatre vingt dix (90) jours au cours d'une période de cent quatre-vingts (180) jours, à compter de la date de la première entrée au territoire de la République Algérienne Démocratique et Populaire.*

3- Les ressortissants des deux Parties, détenteurs de passeport diplomatique et de service, accrédités auprès de leur Mission Diplomatique, peuvent entrer et sortir du territoire de l'autre Partie et y séjourner pendant toute la durée de leur mission.

4- Les Personnes bénéficiaires du présent Accord sont tenues au respect des lois et règlements en vigueur dans l'Etat d'accueil concernant l'entrée, le séjour et la sortie des étrangers.

5- Toute modification relative au contenu de cet Accord devra être communiquée à l'autre Partie par la voie diplomatique.

6- Chaque Partie pourra imposer des limitations ou suspendre temporairement la mise en vigueur du présent Accord ou certaines de ses clauses pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique. L'adoption de ces mesures ainsi que leur suppression devront être communiquées immédiatement à l'autre Partie par écrit et par la voie diplomatique.

7- Chacune des Parties se réserve le droit de ne pas autoriser l'entrée sur le territoire de son pays des ressortissants de l'autre Partie qu'elle considère indésirables.

8- Toute modification dans les documents de voyage devra être communiquée à l'autre Partie et les spécimens des nouveaux documents devront lui être envoyés par la voie diplomatique soixante (60) jours avant leur utilisation, accompagnés de la description détaillée de leur usage et de leur finalité.

9- Chaque Partie pourra dénoncer le présent Accord par préavis écrit de quatre vingt dix (90) jours à l'autre Partie, par la voie diplomatique.

10- Le présent Accord restera en vigueur pour une période illimitée. Il entrera en vigueur trente (30) jours à compter de la date de la dernière notification par laquelle une Partie informe l'autre de l'accomplissement de ses procédures internes ».

L'Ambassade d'Algérie à Athènes informe le Ministère Hellénique des Affaires Etrangères que ledit Accord rencontre son agrément, et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa très haute considération.

Athènes, le 10 avril 2008

Ministère des Affaires Etrangères
Direction A 6
Pays Arabes et Moyen Orient

Athènes



REPUBLIQUE HELLENIQUE
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction A6 Pays Arabes et Moyen - Orient

No:3421/10/AS 611

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République hellénique présente ses compliments à l' Ambassade de la République Algérienne Démocratique et Populaire à Athènes et se référant à l' Accord sur la dispense de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service conclu par l' échange des Notes No 3421/7/AS 239 du 13 Mars 2008 de la Direction A6 et No 055/CAB/AA/08 du 10 Avril 2008 de l' Ambassade de la République Algérienne Démocratique et Populaire a l' honneur de lui proposer :

(a) L' addition au paragraphe 3 de cet Accord du texte suivant :

"Chaque Partie doit informer l' autre, par écrit et par la voie diplomatique, de la nomination de ces personnes en tant que members de sa Mission Diplomatique au territoire de l' autre partie au moins trente (30) jours avant la date de leur arrivée au territoire de cette Partie"

(b) Le remplacement du paragraphe 5 de cet Accord comme suit :

"Toute modification du présent Accord sera conclue par écrit et entrera en vigueur selon la procédure prévue au paragraphe 10 pour l' entrée en vigueur de l' Accord"

Si ces propositions rencontrent l' agrément de la Partie Algérienne, le Ministère des Affaires Etrangères propose que ces modifications soient considérées comme une partie intégrante de l' Accord susmentionné qui entrera en vigueur à la même date que l' Accord et suivant la même procédure.

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Hellénique saisit cette occasion pour renouveler à l' Ambassade de la République Algérienne Démocratique et Populaire à Athènes l' assurance de sa très haute considération.

Athènes, le 20 mai 2008



Ambassade de la République Algérienne Démocratique et Populaire EN VILLE

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ATHÈNES



سفارة
الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية
اثينا

N° 067/CAB/AAA/08

L'Ambassade d'Algérie à Athènes présente ses compliments au Ministère hellénique des Affaires Etrangères et se référant à la note verbale du Ministère N° 3421/10/AS 611 du 20 mai 2008, portant projet d'Accord de dispense de visas pour les titulaires de passeports diplomatique et de service, a l'honneur de l'informer que les derniers amendements qui y sont suggérés rencontrent l'agrément de la Partie algérienne.

L'Ambassade d'Algérie à Athènes saisit cette occasion pour renouveler au Ministère Hellénique des Affaires Etrangères les assurances de sa haute considération.

Athènes, le 20 mai 2008

Ministère des Affaires Etrangères
Direction A-6
Pays Arabes et Moyen Orient

Athènes

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Α6 Διεύθυνση Αραβικών Χωρών και Μέσης Ανατολής
3421/7/ΑΣ 239

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΗ

Το Υπουργείο Εξωτερικών της Ελληνικής Δημοκρατίας εκφράζει την εκτίμησή του στην Πρεσβεία της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας στην Αθήνα και, αναφερόμενο στις Ρηματικές Διακοινώσεις του α) υπ' αριθμ. 3421/ΑΣ216/21.2.2008 και υπ' αριθμ. 3421/22/ΑΣ223/22.2.2008 καθώς και στη Ρηματική Διακοίνωση της Πρεσβείας υπ' αριθμ. 029/CAB/AAA/08/19.2.2008, σχετικά με τις τροποποιήσεις στην πρόταση περί απαλλαγής από το καθεστώς θεωρήσεων των κατόχων διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων, έχει την τιμή να του διαβιβάσει την πρόταση της ελληνικής πλευράς η οποία έχει ως εξής:

1.«Οι υπήκοοι της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας, οι οποίοι είναι κάτοχοι διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων σε ισχύ απαλλάσσονται από την υποχρέωση θεώρησης για να εισέλθουν, διέλθουν, διαμείνουν ή εξέλθουν ελεύθερα από το έδαφος της Ελληνικής Δημοκρατίας, για μία συνεχή διαμονή ή πολλαπλές διαμονές η συνολική διάρκεια των οποίων δεν υπερβαίνει τις ενενήντα (90) ημέρες στη διάρκεια μίας περιόδου εκατόν ογδόντα (180) ημερών, υπολογιζόμενη από την ημερομηνία της πρώτης εισόδου στο έδαφος ενός εκ των Συμβαλλόμενων Μερών στη Σύμβαση Εφαρμογής της Συνθήκης Σένγκεν της 19 Ιουνίου 1990 (σύμφωνα με το Πρωτόκολλο που ενσωμάτωσε το κεκτημένο του Σένγκεν στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης).

2. Οι υπήκοοι της Ελληνικής Δημοκρατίας, οι οποίοι είναι κάτοχοι διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων σε ισχύ απαλλάσσονται από την υποχρέωση θεώρησης για να εισέλθουν, διέλθουν, διαμείνουν ή εξέλθουν ελεύθερα από το έδαφος της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας, για μία συνεχή διαμονή ή πολλαπλές διαμονές η συνολική διάρκεια των οποίων δεν υπερβαίνει τις ενενήντα (90) ημέρες στη διάρκεια μίας περιόδου εκατόν ογδόντα (180) ημερών, υπολογιζόμενη από την ημερομηνία της πρώτης εισόδου στο έδαφος της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας.

3. Οι υπήκοοι των δύο Συμβαλλομένων Μερών, οι οποίοι είναι κάτοχοι διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων, διαπιστευμένοι στη Διπλωματική Αποστολή τους, μπορούν να εισέλθουν και να εξέλθουν από το έδαφος του έτερου Συμβαλλόμενου Μέρους και να διαμείνουν σε αυτό καθόλη τη διάρκεια της αποστολής τους.

4. Τα άτομα που τυγχάνουν του ευεργετήματος της παρούσας Συμφωνίας υποχρεούνται να τηρούν τους νόμους και τους κανονισμούς που ισχύουν στο Κράτος υποδοχής όσον αφορά την είσοδο, τη διαμονή και την έξοδο αλλοδαπών.

5. Οποιαδήποτε τροποποίηση σχετικά με το περιεχόμενο της παρούσας Συμφωνίας θα πρέπει να κοινοποιείται στο έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος μέσω της διπλωματικής οδού.

6. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να θέσει περιορισμούς ή να αναστείλει προσωρινά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας ή ορισμένες από τις διατάξεις της για λόγους δημοσίας τάξης, εθνικής ασφάλειας ή δημόσιας υγείας. Η υιοθέτηση των εν λόγω μέτρων καθώς και η αναστολή τους θα πρέπει να κοινοποιούνται άμεσα στο έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος εγγράφως και μέσω της διπλωματικής οδού.

7. Έκαστο των Συμβαλλομένων Μερών επιφυλάσσεται του δικαιώματος να μην επιτρέψει την είσοδο στο έδαφος της χώρας του υπηκόων του έτερου Συμβαλλόμενου Μέρους τους οποίους θεωρεί ανεπιθύμητους.

8. Οποιαδήποτε τροποποίηση στα ταξιδιωτικά έγγραφα θα πρέπει να κοινοποιείται στο έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος και δείγματα των νέων εγγράφων θα πρέπει να αποστέλλονται σε αυτό μέσω της διπλωματικής οδού εξήντα (60) ημέρες πριν τη χρησιμοποίησή τους, συνοδευόμενα από αναλυτική περιγραφή της χρήσης και του σκοπού τους.

9. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Συμφωνία με έγγραφη προειδοποίηση ενενήντα (90) ημερών προς το έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος, μέσω της διπλωματικής οδού.

10. Η παρούσα Συμφωνία θα παραμείνει σε ισχύ για απεριόριστη διάρκεια. Θα αρχίσει να τίθεται σε ισχύ τριάντα (30) ημέρες από την ημερομηνία της τελευταίας γνωστοποίησης με την οποία ένα εκ των Συμβαλλομένων Μερών ενημερώνει το έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος για την ολοκλήρωση των εσωτερικών διαδικασιών του».

Στο μέτρο που η πιο πάνω πρόταση βρίσκει σύμφωνη την αλγερινή πλευρά, η ελληνική πλευρά εκφράζει τη συμφωνία της ως προς την πρόταση απαλλαγής από το καθεστώς θεωρήσεων των κατόχων διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας.

Το Υπουργείο Εξωτερικών της Ελληνικής Δημοκρατίας δράττεται της ευκαιρίας προκειμένου να εκφράσει εκ νέου στην Πρεσβεία της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας στην Αθήνα την υψηλή εκτίμησή του.

(σφραγίδα-υπογραφή)

Αθήνα, 13 Μαΐου 2008

Πρεσβεία της Δημοκρατικής και
Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας

Αθήνα

ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΚΗ ΚΑΙ ΛΑΪΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΤΗΣ ΑΛΓΕΡΙΑΣ
ΑΘΗΝΑ

Αριθμ. 055/CAB/AAA/08

Η Πρεσβεία της Αλγερίας στην Αθήνα εκφράζει την εκτίμησή της στο ελληνικό Υπουργείο Εξωτερικών και έχει την τιμή να αναφερθεί στη ρηματική διακοίνωσή του με αριθμό 3421/7/ΑΣ 239 της 13 Μαΐου 2008 που αφορά Συμφωνία για την απαλλαγή από το καθεστώς θεωρήσεων των κατόχων διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων όπως το κείμενο αυτής περιέχεται στην εν λόγω διακοίνωση:

1.«Οι υπήκοοι της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας, οι οποίοι είναι κάτοχοι διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων σε ισχύ απαλλάσσονται από την υποχρέωση θεώρησης για να εισέλθουν, διέλθουν, διαμείνουν ή εξέλθουν ελεύθερα από το έδαφος της Ελληνικής Δημοκρατίας, για μία συνεχή διαμονή ή πολλαπλές διαμονές η συνολική διάρκεια των οποίων δεν υπερβαίνει τις ενενήντα (90) ημέρες στη διάρκεια μίας περιόδου εκατόν ογδόντα (180) ημερών, υπολογιζόμενη από την ημερομηνία της πρώτης εισόδου στο έδαφος ενός εκ των Συμβαλλόμενων Μερών στη Σύμβαση Εφαρμογής της Συνθήκης Σένγκεν της 19 Ιουνίου 1990 (σύμφωνα με το Πρωτόκολλο που ενσωματώνει το κεκτημένο του Σένγκεν στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης).

2. Οι υπήκοοι της Ελληνικής Δημοκρατίας, οι οποίοι είναι κάτοχοι διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων σε ισχύ απαλλάσσονται από την υποχρέωση θεώρησης για να εισέλθουν, διέλθουν, διαμείνουν ή εξέλθουν ελεύθερα από το έδαφος της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας, για μία συνεχή διαμονή ή πολλαπλές διαμονές η συνολική διάρκεια των οποίων δεν υπερβαίνει τις ενενήντα (90) ημέρες στη διάρκεια μίας περιόδου εκατόν ογδόντα (180) ημερών, υπολογιζόμενη από την ημερομηνία της πρώτης εισόδου στο έδαφος της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας.

3. Οι υπήκοοι των δύο Συμβαλλομένων Μερών, οι οποίοι είναι κάτοχοι διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων, διαπιστευμένοι στη Διπλωματική Αποστολή τους, μπορούν να εισέλθουν και να εξέλθουν από το έδαφος του έτερου Συμβαλλόμενου Μέρους και να διαμείνουν σε αυτό καθόλη τη διάρκεια της αποστολής τους.

4. Τα άτομα που τυγχάνουν του ευεργετήματος της παρούσας Συμφωνίας υποχρεούνται να τηρούν τους νόμους και τους κανονισμούς που ισχύουν στο Κράτος υποδοχής όσον αφορά την είσοδο, τη διαμονή και την έξοδο αλλοδαπών.

5. Οποιαδήποτε τροποποίηση σχετικά με το περιεχόμενο της παρούσας Συμφωνίας θα πρέπει να κοινοποιείται στο έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος μέσω της διπλωματικής οδού.

6. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να θέσει περιορισμούς ή να αναστείλει προσωρινά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας ή ορισμένες από τις διατάξεις της για λόγους δημοσίας τάξης, εθνικής ασφάλειας ή δημόσιας υγείας. Η υιοθέτηση των εν λόγω μέτρων καθώς και η αναστολή τους θα πρέπει να κοινοποιούνται άμεσα στο έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος εγγράφως και μέσω της διπλωματικής οδού.

7. Έκαστο των Συμβαλλομένων Μερών επιφυλάσσεται του δικαιώματος να μην επιτρέψει την είσοδο στο έδαφος της χώρας του υπηκόων του έτερου Συμβαλλόμενου Μέρους τους οποίους θεωρεί ανεπιθύμητους.

8. Οποιαδήποτε τροποποίηση στα ταξιδιωτικά έγγραφα θα πρέπει να κοινοποιείται στο έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος και δείγματα των νέων εγγράφων θα πρέπει να αποστέλλονται σε αυτό μέσω της διπλωματικής οδού εξήντα (60) ημέρες πριν τη χρησιμοποίησή τους, συνοδευόμενα από αναλυτική περιγραφή της χρήσης και του σκοπού τους.

9. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Συμφωνία με έγγραφη προειδοποίηση ενενήντα (90) ημερών προς το έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος, μέσω της διπλωματικής οδού.

10. Η παρούσα Συμφωνία θα παραμείνει σε ισχύ για απεριόριστη διάρκεια. Θα τεθεί σε ισχύ τριάντα (30) ημέρες από την ημερομηνία της τελευταίας κοινοποίησης με την οποία ένα εκ των Συμβαλλομένων Μερών ενημερώνει το έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος για την ολοκλήρωση των εσωτερικών διαδικασιών του».

Η Πρεσβεία της Αλγερίας στην Αθήνα ενημερώνει το ελληνικό Υπουργείο Εξωτερικών ότι εγκρίνει την εν λόγω Συμφωνία και δράττεται της ευκαιρίας προκειμένου να εκφράσει εκ νέου στο εν λόγω υπουργείο την υψηλή εκτίμησή του.

(υπογραφή)

Αθήνα, 10 Απριλίου 2008

Υπουργείο Εξωτερικών
Α6 Διεύθυνση Αραβικών Χωρών και Μέσης Ανατολής
Αθήνα

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Α6 Διεύθυνση Αραβικών Χωρών και Μέσης Ανατολής

Αριθμ. 3421/10/ΑΣ 611

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΗ

Το Υπουργείο Εξωτερικών Υποθέσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας εκφράζει την εκτίμησή του στην Πρεσβεία της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας στην Αθήνα και αναφερόμενο στη Συμφωνία για την απαλλαγή από το καθεστώς θεωρήσεων των κατόχων διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων που συνήφθη με την ανταλλαγή των Ρηματικών Διακοινώσεων υπ' αριθμ. 3421/7/ΑΣ 239 της 13 Μαρτίου 2008 της Α6 Διεύθυνσης και υπ' αριθμ. 055/CAB/AA/08 της 10 Απριλίου 2008 της Πρεσβείας της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας, έχει την τιμή να της προτείνει:

Α) Την πρόσθεση του ακόλουθου κειμένου στην παράγραφο 3 της εν λόγω Συμφωνίας:

«Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος οφείλει να ενημερώνει το έτερο Συμβαλλόμενο Μέρος, εγγράφως και μέσω της διπλωματικής οδού, όσον αφορά τον διορισμό των προσώπων αυτών ως μελών της Διπλωματικής Αποστολής της στο έδαφος του έτερου Συμβαλλόμενου Μέρους τουλάχιστον τριάντα (30) ημέρες πριν την ημερομηνία άφιξής τους στο έδαφος του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους»

Β) Η αντικατάσταση της παραγράφου 5 της εν λόγω Συμφωνίας ως εξής:

«Οποιαδήποτε τροποποίηση της παρούσας Συμφωνίας θα συμφωνηθεί εγγράφως και θα τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπει η παράγραφος 10 για τη θέση της Συμφωνίας σε ισχύ»

Εφόσον οι προτάσεις αυτές βρίσκουν σύμφωνη την αλγερινή πλευρά, το Υπουργείο Εξωτερικών προτείνει οι τροποποιήσεις αυτές να θεωρηθούν αναπόσπαστο τμήμα της πιο πάνω αναφερόμενης Συμφωνίας το οποίο θα τεθεί σε ισχύ κατά την ίδια ημερομηνία με τη Συμφωνία και σύμφωνα με την ίδια διαδικασία.

Το Υπουργείο Εξωτερικών της Ελληνικής Δημοκρατίας δράττεται της ευκαιρίας προκειμένου να εκφράσει εκ νέου στην Πρεσβεία της Δημοκρατικής και Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας στην Αθήνα την υψηλή εκτίμησή του.

(σφραγίδα - υπογραφή)

Αθήνα, 20 Μαΐου 2008

Πρεσβεία της Δημοκρατικής και Λαϊκής
Δημοκρατίας της Αλγερίας

Αθήνα

ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΚΗ ΚΑΙ ΛΑΪΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΤΗΣ ΑΛΓΕΡΙΑΣ
ΑΘΗΝΑ

Αριθμ. 067/CAB/AAA/08

Η Πρεσβεία της Αλγερίας στην Αθήνα εκφράζει την εκτίμησή της στο ελληνικό Υπουργείο Εξωτερικών και αναφερόμενη στη ρηματική διακοίνωση του υπουργείου με αριθμό 3421/10/ΑΣ 611 της 20 Μαΐου 2008, η οποία αφορά σε σχέδιο συμφωνίας για την απαλλαγή από το καθεστώς θεωρήσεων των κατόχων διπλωματικών και υπηρεσιακών διαβατηρίων, έχει την τιμή να ενημερώσει το εν λόγω υπουργείο ότι οι τελευταίες τροποποιήσεις που υποδείχθησαν βρίσκουν σύμφωνη την αλγερινή πλευρά.

Η Πρεσβεία της Αλγερίας στην Αθήνα δράττεται της ευκαιρίας προκειμένου να εκφράσει εκ νέου στο Υπουργείο Εξωτερικών της Ελλάδας την υψηλή εκτίμησή της.

(σφραγίδα - υπογραφή)

Αθήνα, 20 Μαΐου 2008

Υπουργείο Εξωτερικών
Α6 Διεύθυνση Αραβικών Χωρών και
Μέσης Ανατολής

Αθήνα

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 6 Αυγούστου 2008

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Γ. ΑΛΟΓΟΣΚΟΥΦΗΣ — **Θ. ΜΠΑΚΟΓΙΑΝΝΗ**



ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http://www.et.gr – e-mail: webmaster.et@et.gr